

Art. 3. De mandaten van de in artikel 1 genoemde leden eindigen uiterlijk zes maanden na de installatie van het Vlaams Parlement bij vernieuwing.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

Brussel, 20 maart 2009.

De Vlaamse minister van Institutionele Hervormingen, Bestuurszaken, Buitenlands Beleid, Media, Toerisme, Havens, Landbouw, Zeevisserij en Plattelandsbeleid,
K. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2009/201400]

9 MARS 2009. — Arrêté ministériel reprenant au Port autonome de Namur la gestion de terrains situés sur le territoire de la commune de Floreffe

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

Vu la loi du 20 juin 1978 portant création du Port autonome de Namur et les statuts y annexés;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, x, 2;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 57, §§ 2 et 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par les arrêtés du 16 septembre 2004, du 15 avril 2005 et du 15 mai 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2008 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment les articles 4 et 12;

Vu l'avis favorable émis en sa séance du 15 juin 2006 par le Conseil d'administration du Port autonome de Namur;

Considérant que, suite au retrait de gestion des terrains constituant la zone portuaire de Franière par arrêté ministériel du 11 avril 2006, le port public d'Amptia se trouve complètement enclavé dans une zone verte et est inaccessible à tout charroi, et que son accès le long de la voie d'eau n'aurait pu être réalisable qu'au départ de la zone portuaire de Franière,

Arrête :

Article unique. Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement reprend au Port autonome de Namur la gestion des biens tels que figurés sous teinte jaune au plan n° H3.1018.⁵⁵ ci-annexé, situés sur le territoire de la commune de Floreffe.

Namur, le 9 mars 2009.

M. DAERDEN

Le dossier et le plan peuvent être consultés au S.P.W., Direction des Voies hydrauliques de Charleroi.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2009/201421]

Aménagement du territoire. — Plans de secteur

Un arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 2009 modifie et complète l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 adoptant provisoirement la révision partielle de plan de secteur de Mouscron-Comines (planches 28/6N et 28/7S) en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle en extension de la zone économique industrielle dite de "Bas-Warneton" et d'une zone d'activité économique mixte au lieu-dit "Les Quatre Rois" à Comines (Warneton et Bas-Warneton) comme suit :

- l'article 1^{er} et la carte annexée sont remplacés par : "Le Gouvernement adopte le projet de révision du plan de secteur de Mouscron-Comines (planches 28/6S, 28/7S et 36/2N) portant sur l'inscription sur le territoire de Comines :

- d'une zone d'activité économique mixte en extension de la zone d'activité économique industrielle dite de "Bas-Warneton" et d'une zone d'activité économique mixte au lieu-dit "Les Quatre Rois" et, au titre de compensations planologiques, d'une zone naturelle, d'une zone agricole et d'une zone d'espaces verts;

- d'une zone d'activité économique industrielle en extension de la zone d'activité économique industrielle dite de "Ploegsteert" et d'une zone naturelle au titre de compensation planologique; conformément au plan ci-annexé."

- l'article 2 est abrogé;

- l'article 3 est remplacé par : "La prescription supplémentaire suivante, repérée *R 1.1; est d'application dans les zones d'activité économique mixte inscrites au plan par le présent arrêté "Les commerces de détail et les services à la population ne sont pas autorisés à s'implanter dans les zones repérées *R 1.1, sauf s'ils sont l'auxiliaire des activités admises dans la zone"".

Le même arrêté prévoit que la prescription supplémentaire suivante est d'application dans la zone agricole inscrite au plan par le présent arrêté : "L'élevage hors sol et les activités agro-industrielles sont interdits dans la zone identifiée *S34".

Cet arrêté et la (les) carte(s) l'accompagnant peuvent être consultés à partir de l'adresse suivante <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> ainsi qu'à l'administration des communes sur lesquelles porte la révision et à la Direction extérieure compétente de la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Énergie du Service public de Wallonie.

Un arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 2009 décide la mise en révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien et adopte l'avant-projet de révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien (planches 30/6, 38/2, 38/3 et 38/6) conformément à la carte annexée au présent arrêté, en vue de l'inscription :

- d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire des communes d'Ath et de Lessines;
 - d'une zone d'habitat à caractère rural sur le territoire d'Ath;
 - d'une zone forestière sur le territoire de la commune de Lessines;
- et, à titre de compensation planologique :
- d'une zone agricole sur le territoire de la commune d'Ath;
 - d'une zone forestière comportant un périmètre d'intérêt paysager sur le territoire de la commune d'Ath;
 - de deux zones d'espaces verts sur le territoire de la commune d'Ath;
 - d'une zone d'espaces verts comportant un périmètre d'intérêt paysager sur le territoire de la commune d'Ath;
 - de trois zones agricoles sur le territoire de la commune de Lessines;
 - d'une zone forestière sur le territoire de la commune de Lessines;
 - d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Lessines.

et, à titre de compensation alternative :

- sur le plan de la mobilité, la desserte par bus du pôle "Orientis" à partir des gares d'Ath et de Silly; le financement de ces dessertes serait pris en charge par le gestionnaire du futur parc d'activité économique, déduction faite, le cas échéant, de la partie prise en charge par les TEC;

- sur le plan énergétique, la production d'au moins 1/3 des besoins en énergie, tant privés que publics, de la nouvelle zone par des énergies renouvelables, telles que l'énergie éolienne, solaire ou la biomasse, produites par les entreprises installées dans le périmètre de la nouvelle zone ou le gestionnaire du futur parc d'activité économique.

Le contenu de l'étude d'incidences fixé par cet arrêté peut être consulté à partir de l'adresse suivante : <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> ainsi qu'à l'administration des communes sur lesquelles porte la révision et à la Direction extérieure compétente de la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Énergie du Service public de Wallonie.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2009/201421]

Raumordnung. — Sektorenpläne

Durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. März 2009 wird der Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2004, durch den die Teilrevision des Sektorenplans Mouscron-Comines (Karten 28/6N und 28/7S) zwecks der Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets als Erweiterung des industriellen Gewerbegebiets "von Bas-Warneton" und eines gemischten Gewerbegebiets an der Ortslage "Les Quatre Rois" in Comines (Warneton und Bas-Warneton) vorläufig angenommen wurde, abgeändert und wie folgt ergänzt:

- Artikel 1 und die beigefügte Karte werden durch die folgende Bestimmung ersetzt: "Die Regierung nimmt das Projekt der Revision des Sektorenplans Mouscron-Comines (Karten 28/6S, 28/7S und 36/2N) an; dieses betrifft die Eintragung auf dem Gebiet von Comines:

- eines gemischten Gewerbegebiets in Erweiterung des industriellen Gewerbegebiets "von Bas-Warneton" und eines gemischten Gewerbegebiets an der Ortslage "Les Quatre Rois" in Comines und als raumplanerische Ausgleiche, eines Naturgebiets, eines Agrargebiets und eines Grüngebiets;

- eines industriellen Gewerbegebiets in Erweiterung des industriellen Gewerbegebiets "von Ploegsteert" und eines Naturgebiets als raumplanerischer Ausgleich, gemäß dem beigefügten Plan."

- Artikel 2 wird außer Kraft gesetzt;

- Artikel 3 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt: "Die nachstehende Zusatzvorschrift (gekennzeichnet *R 1.1) ist auf die im durch den vorliegenden Erlass in den Plan eingetragenen gemischten Gewerbegebiete anwendbar: "Die Ansiedlung von Einzelhandelsgeschäften und Betrieben für Dienstleistungen an die Bevölkerung ist in den unter der Abkürzung *R 1.1. eingetragenen Gebieten untersagt, außer wenn diese Einzelhandelsgeschäfte und Dienstleistungen Hilfstätigkeiten zugunsten der in dem Gebiet zugelassenen Aktivitäten sind."

Im selben Erlass wird vorgesehen, dass die nachstehende zusätzliche Vorschrift in dem durch den vorliegenden Erlass im Plan eingetragenen Agrargebiet anwendbar ist: "Die bodenunabhängige Tierhaltung und die agrar-industriellen Aktivitäten sind in dem unter der Abkürzung *S34 gekennzeichneten Gebiet untersagt."

Dieser Erlass und in die ihm beigefügte(n) Karte(n) können an folgender Adresse <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> sowie bei den Gemeindeverwaltungen der Gemeinden, auf die sich die Revision bezieht, und bei der zuständigen Außendirektion der Operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des öffentlichen Dienstes der Wallonie eingesehen werden.

Durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. März 2009 wird beschlossen, den Sektorenplan von Ath-Lessines-Enghien einer Revision zu unterziehen, und wird der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Ath-Lessines-Enghien (Karten 30/6, 38/2, 38/3 und 38/6) gemäß der dem vorliegenden Erlass beigefügten Karte verabschiedet, dies zwecks der Eintragung:

- eines industriellen Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Ath und Lessines;
- eines Wohngebiets mit ländlichem Charakter auf dem Gebiet von Ath;
- eines Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines;

und als raumplanerischer Ausgleich:

- eines Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Ath;
- eines Forstgebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse enthält, auf dem Gebiet der Gemeinde Ath;
- zweier Grüngelände auf dem Gebiet der Gemeinde Ath;
- eines Grüngeländes, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse enthält, auf dem Gebiet der Gemeinde Ath;
- dreier Agrargebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines;
- eines Forstgebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines;
- eines Grüngeländes auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines;

und als alternativer Ausgleich:

- auf der Ebene der Mobilität, Busbedienung des Pols "Orientis" ab den Bahnhöfen von Ath und Silly; die Finanzierung dieser Bedienung wäre durch den Bewirtschafter des zukünftigen Gewerbegebiets, ggf. abzüglich des durch die TEC übernommenen Teils, übernommen;

- auf der Energieebene, Erzeugung von mindestens 1/3 des sowohl privaten als auch öffentlichen Energiebedarfs des neuen Gebiets durch erneuerbare Energien wie die Windkraft, Solarenergie oder Biomasse, die durch innerhalb des Umkreises des neuen Gebiets gelegene Betriebe oder durch den Bewirtschafter des zukünftigen Gewerbegebiets erzeugt werden.

Der durch den vorliegenden Erlass festgelegte Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung kann an folgender Adresse <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> sowie bei der Gemeindeverwaltung der Gemeinden, auf die sich die Revision bezieht, und bei der zuständigen Außendirektion der Operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des öffentlichen Dienstes der Wallonie eingesehen werden.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2009/201421]

Ruimtelijke ordening. — Gewestplannen

Bij besluit van de Waalse Regering van 6 maart 2006 wordt het besluit van de Waalse Regering tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen (bladen 28/6N en 28/7S) met het oog op de opnemings van een industriële bedrijfsruimte als uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte "Neerwaasten" en van een gemengde bedrijfsruimte in het gehucht "Les Quatre Rois" te Komen (Waasten en Neerwaasten) als volgt gewijzigd en aangevuld :

- artikel 1 en de bijgevoegde kaart worden vervangen door : "De Regering neemt de ontwerp-herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen (bladen 28/6S, 28/7S en 36/2N) aan met betrekking tot de opnemings op het grondgebied van Komen :

- van een gemengde bedrijfsruimte als uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte "Neerwaasten" en een gemengde bedrijfsruimte in het gehucht "Les Quatre Rois" en, als planologische compensaties, van een natuurgebied, een landbouwgebied en een groengebied;

- van een industriële bedrijfsruimte als uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte van "Ploegsteert" en van een natuurgebied als planologische compensatie, overeenkomstig bijgevoegd plan";

- artikel 2 wordt opgeheven;

- artikel 3 wordt vervangen door : "Het volgende bijkomende voorschrift, gemerkt *R 1.1, geldt in de gemengde bedrijfsruimtes opgenomen in het plan bij dit besluit "Kleinhandel en dienstverlening aan de bevolking mogen zich in dit gebied niet vestigen, behalve indien ze bij de in dit gebied toegelaten activiteiten horen."

Bij hetzelfde besluit wordt bepaald dat volgend bijkomend voorschrift van toepassing is in het landbouwgebied opgenomen op het plan bij dit besluit : "Grondloze fokkerij en agro-industrie zijn verboden in het gebied aangeduid met *S34".

Dat besluit en de erbij gevoegde kaart(en) kunnen geraadpleegd worden op de website <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> alsmede bij het bestuur van de gemeenten waarop de herziening betrekking heeft en bij de bevoegde buitendirectie van het operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Patrimonium en Energie van de Waalse Overheidsdienst.

Bij besluit van de Waalse Regering van 6 maart 2009 wordt beslist het gewestplan Aat-Lessen-Edingen aan herziening te onderwerpen en wordt het voorontwerp van herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen (bladen 30/6, 38/2, 38/3 en 38/6) aangenomen overeenkomstig de kaart als bijlage bij dit besluit, met het oog op de opnemings:

- van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Aat en Lessen;
- van woongebied met een landelijk karakter op het grondgebied van de gemeente Aat;
- van een bosgebied op het grondgebied van de gemeente Lessen;

en als planologische compensatie :

- van een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Aat;
- van een bosgebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeente Aat;
- van twee groengebieden op het grondgebied van de gemeente Aat;
- van een groengebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeente Aat;
- drie landbouwgebieden op het grondgebied van de gemeente Lessen,
- van een bosgebied op het grondgebied van de gemeente Lessen;
- van een groengebied op het grondgebied van de gemeente Lessen,

en als planologische compensatie :

- wat mobiliteit betreft, de bediening van het kenniscentrum "Orientis" met de bus vanaf de stations van Aat en Silly; de financiering van die bedieningen wordt overgenomen door de beheerder van het toekomstige bedrijvenpark, na aftrek, in voorkomend geval, van het gedeelte overgenomen door de TEC;

- wat energie betreft, de productie van minstens één derde van de energiebehoeften, zowel privé als overheid, van het nieuwe gebied door hernieuwbare energie zoals windaangedreven energie, zonne-energie of biomassa, geproduceerd door de ondernemingen gevestigd in de omtrek van het nieuwe gebied of de beheerder van het toekomstige bedrijvenpark.

De inhoud van het effectenonderzoek bepaald bij dat besluit kan geraadpleegd worden via <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> en ligt ter inzage bij het gemeentebestuur van de gemeenten die bij de herziening zijn betrokken en bij de bevoegde buitendirectie van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2009/00180]

25 MARS 2009. — Circulaire ministérielle remplaçant la circulaire ministérielle du 7 mai 2002 concernant la notion de lieu habituel de travail pour la police fédérale

1. Lieu habituel de travail

L'article XI.IV.13, 12^o, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPol) définit la notion de « lieu habituel de travail » comme étant tout bâtiment ou complexe de bâtiments, tel que défini par le Ministre de l'Intérieur, où le membre du personnel exécute habituellement et effectivement son travail.

2. Complexes de bâtiments

L'article XI.16, alinéa 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2001 portant exécution de certaines dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (AEPol) définit la notion de « complexe de bâtiments » comme étant un ensemble de bâtiments et de dépendances implantés dans un cercle d'un rayon de 750 mètres et/ou désignés comme telle par les autorités compétentes, après concertation au sein du comité de concertation concerné, sans que le cercle dans lequel se trouvent les bâtiments concernés ne puisse avoir un rayon de plus de 4 000 mètres.

3. Mise en œuvre à la police fédérale

En ce qui concerne la police fédérale, c'est le Ministre de l'Intérieur qui désigne les complexes de bâtiments qu'il considère comme constituant un seul et même lieu habituel de travail, conformément à l'article XI.IV.13, 12^o, alinéa 2, PJPol.

A cet effet, la liste des ensembles de bâtiments qui sont considérés comme constituant un complexe de bâtiments constituant un seul et même lieu habituel de travail, est fixée, en vertu de l'article XI.16, alinéa 2, AEPol.

La mise en œuvre de cette dernière disposition a été concrétisée par la circulaire ministérielle du 15 janvier 2002 concernant la notion de lieu habituel de travail pour la police fédérale qui a été abrogée et remplacée par la circulaire ministérielle du 7 mai 2002 concernant la notion de lieu habituel de travail pour la police fédérale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2009/00180]

25 MAART 2009. — Ministeriële omzendbrief ter vervanging van de ministeriële omzendbrief van 7 mei 2002 betreffende de notie van gewone plaats van het werk voor de federale politie

1. Gewone plaats van het werk

Artikel XI.IV.13, 12^o, eerste lid, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol) omschrijft het begrip « gewone plaats van het werk » als elk gebouw of gebouwencomplex zoals bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken, waar het personeelslid gewoonlijk en daadwerkelijk zijn werk uitvoert.

2. Gebouwencomplexen

Artikel XI.16, eerste lid, van het ministerieel besluit van 28 december 2001 tot uitvoering van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (UBPol) omschrijft het begrip « gebouwencomplex » als een geheel van gebouwen en aanhorigheden die zich bevinden binnen een cirkel met een straal van 750 meter en/of als dusdanig zijn aangeduid door de bevoegde overheid na overleg in het betrokken overlegcomité, zonder dat de cirkel waarbinnen de kwestieuze gebouwen zich bevinden, een straal kan hebben van meer dan 4 000 meter.

3. Uitvoering bij de federale politie

Wat de federale politie betreft, is het, overeenkomstig artikel XI.IV.13, 12^o, tweede lid, RPPol, de Minister van Binnenlandse Zaken die de gebouwencomplexen bepaalt die hij beschouwt als één en dezelfde gewone plaats van het werk.

Hiertoe wordt, krachtens artikel XI.16, tweede lid, UBPol, de lijst vastgesteld van de gebouwen die beschouwd worden als een gebouwencomplex dat één enkele en dezelfde gewone plaats van het werk uitmaakt.

Die bepaling werd uitgevoerd door de ministeriële omzendbrief van 15 januari 2002 betreffende de notie van gewone plaats van het werk voor de federale politie die werd opgeheven en vervangen door de ministeriële omzendbrief van 7 mei 2002 betreffende de notie van gewone plaats van het werk voor de federale politie.